

*Pour une première grosse délivrée à CHABI Ando Olajide Danielle et ABAKE Christine liquidatrices de la succession de feu TCHABI Siméon conformément à l'ordonnance n° 234/2015/PTPEPCot du 12/04/2015*

DGM

N° 142/CA DU REPERTOIRE

REPUBLIQUE DU BENIN

N° 1998-21CA2 DU GREFFE

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

ARRET DU 30 DECEMBRE 2004

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

AFFAIRE : TCHABI Siméon

C/

ETAT BENINOIS-SONICOG

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 09 Mars 1998, enregistrée au Greffe de la Cour le 11 Mars 1998 sous le n°147/GCS, par laquelle TCHABI Siméon sollicite de la Cour l'annulation pour excès de pouvoir de la décision du Conseil des Ministres du 26 Novembre 1997 lui enjoignant de rembourser la somme de cinq millions (5.000.000) de francs CFA résultant du détournement de deux (02) tonnes de tourteaux ;

Vu la lettre n° 916/GCS du 07 juillet 1998 transmettant les pièces de la procédure au Directeur Général de la Société Nationale pour l'Industrie des Corps Gras (SONICOG) pour ses observations ;

Vu la lettre n° 918/GCS du 07 juillet 1998 transmettant les pièces de la procédure au Ministre des Petites et Moyennes Entreprises pour ses observations ;

Vu la lettre n° 994/GCS du 29 juillet 1998 transmettant les pièces de la procédure au Directeur du Contentieux et Agent Judiciaire du Trésor pour ses observations ;

Vu la lettre n° 995/GCS du 29 juillet 1998 transmettant les pièces de la procédure au Président de la République pour ses observations ;

Vu la lettre n° 2426/GCS du 03 Octobre 2001 invitant le Ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Promotion de l'Emploi à produire à la Cour des pièces et renseignements ;

Vu la consignation légale payée et constatée par reçu n° 1175 du 24 mars 1998 du greffe de la Cour;



*Notifié par lettres n° 2099, 3000, 3001, 3002, 3003 du 09/07/2015.*

*24*

Vu l'ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966, organisant la procédure devant la Cour suprême, remise en vigueur par la loi n° 90-012 du 1<sup>er</sup> juin 1990 ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Conseiller **Eliane R. G. PADONOU** en son rapport ;

Où l'Avocat général **Raoul Hector OUENDO** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que le requérant dans son recours en date à Cotonou du 09 Mars 1998, enregistré au secrétariat de la Chambre Administrative de la Cour le 10 mars 1998 sous le n° 74/CS/CA, a sollicité l'annulation de la décision prise en Conseil des Ministres en sa séance du Mercredi 26 Novembre 1997, lui enjoignant de rembourser la somme de cinq millions (5.000.000) francs, valeur de deux tonnes de tourteaux qu'il aurait détournées, suite à son recours au Président de la République resté sans suite ;

Considérant qu'il expose à l'appui, qu'il avait été entendu, par une commission de vérification de la gestion de la SONICOG, sur la vente de trois cents (300) tonnes de tourteaux consentie à la Société de Transaction et de Commerce International Sarl (SOTRACI), au prix de trois millions (3.000.000) de francs dont deux millions (2.000.000) de francs payés par chèque n°10137 du 27 janvier 1993 délivré au nom de la SONICOG ; qu'il n'a jamais été interpellé sur la vente de deux cents (200) tonnes de tourteaux d'une valeur de cinq millions (5.000.000) de francs, ni n'en a entendu parler auparavant ;

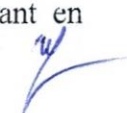
Que la SONICOG n'a jamais réalisé avant la dévaluation une vente au taux de 25 000 francs la tonne de tourteaux ;

Qu'il n'aurait pu dès lors détourner des deniers de la SONICOG sur une vente qui n'a jamais été réalisée ;

Qu'aucun texte n'a conféré au Conseil des Ministres la compétence d'un organe de discipline pour prendre la décision querellée, qui est survenue hors toute procédure de discipline ;

Qu'enfin, la décision dont l'annulation est demandée a été prise en l'absence de faute ;

Considérant que le Ministre de l'Industrie des Petites et Moyennes Entreprises observe que le Conseil des Ministres a requis du Ministre de la Justice, de la Législation et des Droits de l'Homme une procédure judiciaire à l'encontre du requérant en





raison des faits de détournement de deux cents tonnes de tourteaux ;

Qu'il sollicite qu'il soit sursis à l'examen du recours du requérant ;

Considérant que le recours a été fait dans le respect de la légalité ;

Qu'il y a lieu de le recevoir ;

**Sur le moyen tiré de l'incompétence du Conseil des Ministres sans qu'il soit besoin d'examiner les autres moyens**

Considérant que le requérant est un agent sous le régime de la convention collective de la SONICOG, qu'il a été nommé par le Directeur Général de la SONICOG, qui, nommé par décret du Conseil des Ministres, dispose d'un pouvoir sui generis, seul compétent pour prendre une mesure ou une sanction disciplinaire à l'encontre d'un agent fautif relevant de sa subordination, à la suite d'une procédure de discipline régulière initiée par lui ;

Considérant que dans le cas de l'espèce, en raison de la nature des faits reprochés au requérant, toute procédure disciplinaire ne peut intervenir qu'après la suite définitive de la procédure répressive requise par le Conseil des Ministres ;

Considérant en conséquence que le Conseil des Ministres est incompétent pour prendre la décision querellée, qui plus est en dehors de toute procédure légale ;

Qu'elle encourt alors annulation ;

**Sur la demande de sursis à statuer**

Considérant que le Ministre de l'Industrie des Petites et Moyennes Entreprises observe dans ses écritures du 1<sup>er</sup> Septembre 1998, que le Garde des Sceaux a été instruit d'engager des poursuites judiciaires à l'encontre du requérant et qu'il faille surseoir à statuer en attendant la suite de ladite procédure ;

Considérant qu'aucun élément au dossier n'atteste de l'existence d'une procédure pénale contre le requérant ;

Considérant en effet que la lettre n° 1618/MICPE/DC/-SGDA/SRH/SA du 05 décembre 2001 du Ministre de l'Industrie, du Commerce, et de la Promotion de l'Emploi invitant le Garde des Sceaux à lui faire tenir la suite d'une telle procédure est restée sans réponse jusqu'à ce jour ;



Considérant que du 26 novembre 1997, date de la décision prise en Conseil des Ministres et portant remboursement desdits fonds, à la date de la signature de la lettre n°1618 précitée d'une part et jusqu'à la date de la délibération en la présente cause, d'autre part, il s'est écoulé sept (07) ans environ ;

Considérant qu'en supposant même que les prétendus faits de détournements de fonds publics ne sont pas prescrits à ce jour, aucun élément au dossier ne rassure de la conservation des preuves ;

Qu'il résulte de tout ce qui précède un dysfonctionnement notoire de l'Administration, lequel ne doit point porter préjudice au requérant quant à son droit de voir examiner dans un délai raisonnable, même en matière de contentieux administratif, le présent recours dont est saisie la Haute Juridiction ;

Considérant que faire droit à ce stade à la demande de sursis à statuer introduite par l'Administration s'analyse en une violation des dispositions de l'article 7 alinéa 1<sup>er</sup> a) et d) de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, laquelle fait partie intégrante de l'ordonnancement juridique béninois ainsi que l'a affirmé la Constitution du 11 décembre 1990 ;

Que lesdites dispositions prescrivent à toute juridiction saisie de statuer dans un délai raisonnable ;

Qu'il échet dans ces conditions de rejeter cette demande ;

### **PAR CES MOTIFS,**


### **DECIDE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Le recours de monsieur TCHABI Siméon contre la décision du Conseil des Ministres du 26 novembre 1997 est recevable ;

**Article 2 :** La décision du Conseil des Ministres du 26 Novembre 1997, relative à la SONICOG est annulée en ce qui concerne monsieur TCHABI Siméon ;

**Article 3 :** Les dépens sont mis à la charge du Trésor Public ;

**Article 4 :** Notification du présent arrêt sera faite aux parties, ainsi qu'au Procureur Général près la Cour suprême ;

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (Chambre administrative) composée de : 

**Eliane R. G. PADONOU**, Conseiller à la Chambre administrative,

**PRESIDENT ;**

**Emile TAKIN**

**Et**

**Claire DEGLA-AGBIDINOUKOUN**

**CONSEILLERS ;**

Et prononcé à l'audience publique du jeudi trente décembre deux mille quatre, la Chambre Administrative étant composée comme il est dit ci-dessus, en présence de :

**Raoul Hector OUENDO**, Avocat Général ;

**MINISTERE PUBLIC ;**

DE = *Gratis*  
 enregistré à Cotonou le 19/05/15 Donatien H. VIGNINO,  
 Fo 05 Case 2433  
 Reçu Gratis  
 L'inspecteur de l'Enregistrement

**GREFFIER ;**

Et ont signé :

Le Président-rapporteur,

*Padou*

**Eliane R. G. PADONOU**

Le Greffier,

*[Signature]*

**Donatien H. VIGNINO**



*[Signature]*

**Kafilath M. AGBETI da SILVA**

